

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31/12/2021



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 31/12/2021

Association Théâtre Paris Villette
211, Avenue Jean Jaurès
75019 PARIS

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Le Théâtre Paris Villette relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, notamment pour ce qui concerne l'analyse des arrêtés de subventions et des différents contrats d'engagement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes adressés à l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies

dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Denis, le 15 juin 2022.

Le commissaire aux comptes
SARL LE-CAC

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lamy', with a long horizontal stroke extending to the left.

Vincent LAMY

BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2021			Exercice clos le 31/12/20
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/21	
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	65 631	62 130	3 501	6 151
Immobilisations corporelles	745 457	438 545	306 912	301 777
Immobilisations financières	153		153	153
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	811 240	500 675	310 565	308 081
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Marchandises				
Avances et acomptes versés				
Créances				
Clients et comptes rattachés	80 162	1 095	79 067	38 277
Autres créances	205 096	624	204 472	255 489
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	525 634		525 634	286 417
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	810 892	1 719	809 173	580 184
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE (III)	16 442		16 442	11 188
TOTAL ACTIF (I + II + III)	1 638 574	502 394	1 136 179	899 453

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/21	Exercice clos le 31/12/20
FONDS PROPRES		
Fonds propres		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserve légale		
Réserves réglementées		
Autres		
Report à nouveau	56 297	57 843
Résultat de l'exercice	47 822	(1 546)
Subventions d'investissement	264 567	244 483
TOTAL CAPITAUX PROPRES (I)	368 686	300 781
PROVISIONS (II)	39 278	43 068
FONDS DÉDIÉS	4 610	47 471
DETTES		
Emprunts et dettes assimilées		455
Avances et acomptes reçus	10 715	14 307
Fournisseurs et comptes rattachés	347 466	171 873
Autres	156 260	127 427
TOTAL DETTES (III)	514 441	314 063
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE (IV)	209 165	194 070
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV)	1 136 179	899 453

RÉSULTAT DE L'EXERCICE

	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Ventes de marchandises	3 366	1 694	1 672	99%
Production vendue de biens				
Production vendue de services	397 123	129 617	267 506	206%
Production stockée				
Production immobilisée				
Subvention d'exploitation	1 238 364	1 239 714	(1 350)	0%
Reprise sur fonds dédiés	42 861			
Autres produits	65 313	46 263	19 050	41%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1747027	1417288	286878	23%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	3 782	2 016	1 766	88%
Variation de stock				
Achat d'approvisionnements				
Variation de stock d'approvisionnements				
Autres achats et charges externes	784 741	604 528	180 213	30%
Impôts, taxes et versements assimilés	28 916	23 738	5 178	22%
Rémunérations du personnel	577 121	555 685	21 436	4%
Charges sociales	214 568	145 964	68 604	47%
Dotations aux amortissements	74 036	74 982	(945)	-1%
Dotations aux provisions	30 113	43 068	(12 955)	-30%
Autres charges	65 643	30 217	35 426	117%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1778920	1480198	298722	20%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(31893)	(62910)	(11844)	-151%
Produits financiers (III)	207	150	57	38%
Produits exceptionnels (IV)	80 002	62 426	17 576	28%
Charges financières (V)		52	(52)	-100%
Charges exceptionnelles (VI)	495	1 160	(666)	-57%
Impôts sur les bénéfices (VII)				
BÉNÉFICE OU PERTE (I - II + III - IV + V - VI - VII)	47822	(1546)	6507	2993%

ANNEXE

1 janvier 2021 au 31 décembre 2021

OBJET SOCIAL

Cette association a pour objet d'assurer la gestion matérielle et financière du Théâtre Paris-Villette et du Grand Parquet, d'accompagner les équipes artistiques en création, et de permettre à un public jeune et non averti d'accéder à une offre artistique contemporaine et de qualité.

Les moyens d'action que l'association déploie pour remplir ses missions sont notamment :

- ° la programmation d'une saison de spectacles
- ° la présentation publique ou privée de spectacles hors les murs
- ° la mise en place d'un programme d'action artistique
- ° l'accueil d'équipe en répétition et l'accompagnement de projets en création
- ° la collaboration avec d'autres associations pour le montage, et les représentations à travers notamment l'accueil, la commande, la coréalisation ou la coproduction de spectacles
- ° la présentation de toutes les formes d'expression artistique et intellectuelle (spectacles, expositions, stages, conférences, projections cinématographiques, vidéo, audio-visuelles...) permettant le rayonnement local, national et international des activités de l'association

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

En raison de la situation sanitaire (épidémie de COVID-19), le Théâtre Paris-Villette et le Grand Parquet ont fermé leurs portes au public entre le 1er janvier et le 18 mai, entraînant ainsi une baisse significative du chiffre d'affaires 2021.

Néanmoins, à la date de l'arrêté des comptes, l'entité estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause compte tenu du plan de continuation de l'activité mis en place, en utilisant les mesures suivantes :

- ° Mise en place de mesures sociales selon les besoins et les services
- ° Recours à l'activité partielle pour une partie du personnel
- ° Exonération de cotisations sociales auprès de l'URSSAF

Détail chiffré des aides reçues:

- ° Exonération des cotisations 33k€
- ° Activité partielle: 41k€

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2021 ont été établis selon les normes définies par le plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 22/06/1999, la loi n° 83-353 du 30/04/1983 et le décret 83-1020 du 29/11/1983, et conformément aux dispositions des règlements comptables 2000-06 et 2003-07 sur les passifs, 2002-10 sur l'amortissement et la dépréciation des actifs et 2004-06 sur la définition, la comptabilisation et évaluation des actifs.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	65 631			65 631
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	65631			65631
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel	203 338	38 948		242 286
Installations générales agencements divers	390 183	33 279		423 462
Matériel de transport				
Autres immobilisations corporelles	79 043	4 293	3 627	79 709
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	672563	76520	3627	745457
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	153			153
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III)	738347	76520	3627	811240

AMORTISSEMENTS

	Durée	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		59 480	2 650		62 130
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)		59480	2650		62130
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriel		133 789	21 348		155 137
Installations générales agencements divers		193 014	39 377		232 392
Matériel de transport					
Autres immobilisations corporelles		43 983	10 661	3 627	51 016
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)		370786	71386	3627	438545
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)		430266	74036	3627	500675

DÉPRÉCIATIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Immobilisations				
Stocks et en cours				
Clients et comptes rattachés		1 095		1 095
Autres actifs		624		624
TOTAL GÉNÉRAL		1719		1719

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques	43 068	13 298	17 088	39 278
TOTAL GÉNÉRAL	43 068	13 298	17 088	39 278

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES ET DETTES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances de l'actif circulant	283 539	283 539	
Charges constatées d'avance	16 442	16 442	
TOTAL CRÉANCES	299 981	299 981	

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts et dettes assimilées				
Fournisseurs et comptes rattachés	347 466	347 466		
Autres dettes	160 870	160 870		
Produits constatés d'avance	209 165	209 165		
TOTAL DETTES	717 501	717 501		

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	16442
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	16442

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	209165
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	209165

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	81 097
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL CHARGES À PAYER	81097

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	7 853
Autres créances	3 540
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	11393

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

A partir de 2020, le bénévolat est valorisé selon la méthode de calcul suivante :

Nombre d'heures x SMIC horaire (soit 10,25€ en 2021)

Le montant de la valorisation de la mise à disposition des bâtiments par la Ville de Paris est conforme aux conventions d'occupation temporaire du domaine public :

° Théâtre Paris-Villette : 243 000€

° Grand Parquet : 107 000€

Une campagne annuelle d'affichage de la Ville de Paris est également valorisée :
en 2021, une campagne pour le Festival Génération A : 158 400€

FONDS DÉDIÉS 2021					6894000
--------------------------	--	--	--	--	---------

			TOTAL	SUBV	FOND DEDIES	
n° cpte	Financier/Client	Projet/Dispositif	Montant	2021	2022	ANALYTIQUE
441180	DRAC VIS-À-VIS	VIS-À-VIS 2022	8 000,00		4 610,00	PROG_VIS

2E+06	AUTRES FONDS DÉDIÉS				4 610,00	
-------	---------------------	--	--	--	----------	--